



**Front d'action populaire en réaménagement urbain**

2350 de Maisonneuve Est, # 205, Montréal (Québec) H2K 2E7 | Tél. : 514 522-1010  
Télé. : 514-527-3403 | Courriel : [frapru@frapru.qc.ca](mailto:frapru@frapru.qc.ca) | [www.frapru.qc.ca](http://www.frapru.qc.ca)

Montréal, le 25 novembre 2013

Madame Martine Ouellet  
Ministre des Ressources naturelles  
[ministre@mrfn.gouv.qc.ca](mailto:ministre@mrfn.gouv.qc.ca)

**Objet : Demande de moratoire sur l'installation de compteurs intelligents**

---

Madame la Ministre,

La présente est pour réclamer d'urgence un moratoire sur l'installation des compteurs de nouvelle génération (dits « intelligents ») par la société d'État Hydro-Québec.

Nous sommes très préoccupés par la façon dont ce dossier est géré à l'heure actuelle par Hydro-Québec: s'en dégage une impression d'opacité et de gestion faisant fi des intérêts de ses clientEs. Par exemple, le fait qu'Hydro-Québec minimise grandement l'opposition citoyenne envers ces compteurs, en ne comptabilisant pas, dans ses rapports de suivi à la Régie de l'énergie, les avis de non-consentement et les mises en demeure reçus. En effet, Hydro-Québec ne comptabilise que 15 plaintes, pour toute l'année 2013, dans la catégorie « Préoccupations/refus » (définie comme « les cas où le client refuse, par le biais d'une plainte, l'installation d'un compteur de nouvelle génération ou fait valoir ses préoccupations à l'égard du projet »). Manifestement, la société d'État n'y intègre pas les 2000 avis de non-consentement reçus à ce jour (information qui a dû être obtenue, par une citoyenne, suite à une demande formelle d'accès à l'information<sup>1</sup>).

Mais plus encore, cette demande de moratoire s'appuie sur trois constats :

- 1- Nous sommes préoccupés par l'impact de ces nouveaux compteurs sur la santé. Ces compteurs émettent et reçoivent des ondes en moyenne toutes les 20 secondes, 24 heures sur 24. En plus, des routeurs et des antennes-relais seront installés partout au Québec, ajoutant à l'accumulation des ondes électromagnétiques. La littérature mentionne que les ondes pulsées émises par les compteurs « intelligents » ne se comparent pas aux ondes non pulsées émises par les autres appareils disponibles sur le marché (téléphones portables, etc.) : elles seraient en effet intermittentes et très puissantes (on parle d'effet coup de fouet). Bien sûr, le débat fait rage sur le danger de ces ondes et il est difficile pour nous, groupe de défense des droits des consommateurs, de trancher entre tous les avis scientifiques que l'on nous soumet. Il appert qu'Hydro-Québec s'appuie sur la norme du Code de sécurité 6 de Santé Canada pour affirmer que les ondes de ses nouveaux

---

<sup>1</sup> Marie-Michelle Poisson, qui coordonne le groupe Villeray Refuse.

compteurs sont sans danger pour la population. **Or, le Code de sécurité 6 est actuellement en processus de révision.** Considérant cela, nous nous sentons tout à fait justifiés de demander l'application du principe de précaution, et donc un moratoire sur l'installation de ces compteurs, en attendant que Santé Canada termine la révision du Code de sécurité 6.

Surtout considérant que toute option de retrait n'empêche pas que ces nouveaux compteurs sont communicants et donc propagent les ondes jusqu'au routeur le plus proche : les citoyenNEs qui les refuseront seront donc tout de même exposés aux ondes des compteurs des voisins de même qu'aux routeurs et antennes-relais qu'installera Hydro-Québec un peu partout.

- 2- Le 29 mai dernier, pour une rare fois, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la résolution suivante, proposée par Québec solidaire: «Que l'Assemblée nationale demande à Hydro-Québec d'évaluer d'autres options afin de ne pas pénaliser financièrement ses clients qui ne veulent pas de compteurs «intelligents» et leur offrir le choix d'un autre type de compteur sans leur imposer des frais punitifs qui sont actuellement de 163 \$ à l'installation et de 206 \$ annuellement.» Depuis, votre attachée de presse, Mme Geneviève Héon, a indiqué par courriel au magazine La maison du 21<sup>e</sup> siècle que la ministre «a demandé à la société d'État de procéder de nouveau à l'analyse d'autres solutions envisageables pour les clientEs ne souhaitant pas de CNG» (compteurs de nouvelle génération). Nous attendons toujours des nouvelles à ce sujet.

Il nous semble important que les citoyens puissent se prévaloir du droit de retrait, et ce, **sans frais** (ni pour l'installation ni mensuels). L'option de retrait actuellement prévue par Hydro-Québec pénalise les ménages à faible revenu, les locataires (que faire si le propriétaire refuse de défrayer l'option de retrait?), de même que les propriétaires ou locataires qui ont plusieurs compteurs dans leur maison ou appartement.

- 3- Le dernier élément sur lequel s'appuie la demande de moratoire concerne les risques d'incendie liés à ces nouveaux compteurs. Partout où ils ont été installés, l'on observe une augmentation du nombre d'incendies déclenchés par l'explosion de ces compteurs. C'est survenu récemment à St-Léonard<sup>2</sup>. Bien sûr, HQ nie toute responsabilité, car l'admettre serait clouer le cercueil de son projet de remplacement de compteurs. Mais, même la Corporation des maîtres électriciens se déclare inquiète des risques d'incendie liés aux nouveaux compteurs<sup>3</sup>. De plus, les liens suivants montrent que l'incendie récent à St-Léonard n'est pas un événement isolé et que les autorités sont préoccupées par le phénomène en Ontario et en Colombie-Britannique, notamment :

- <http://www.oafc.on.ca/article/unusual-number-fires-smart-meters-linked-ontario-fire-marshall-says-faulty-base-plates-could>
- <http://emfsafetynetwork.org/pge-denies-smart-meter-fires/>
- <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/smart-meter-fires-spark-concerns-in-b-c-1.1268202>
- <http://stopsmartmeters.com.au/category/house-fires/>

<sup>2</sup> Voir l'article suivant : <http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/national/archives/2013/11/20131106-045307.html>

<sup>3</sup> Consulter le communiqué du 19 juillet 2013 : <https://www.cmeq.org/biblio/faq/html/nouvelle.asp?Q=721>

4-Nous sommes aussi inquiet qu'avec ces compteurs Hydro-Québec puisse moduler les tarifs d'électricité en regard de la période de consommation.

Nous espérons que vous porterez une attention immédiate à notre demande.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.



Jean-Claude Laporte  
Organisateur communautaire

c. c. Daniel Richard, président, Hydro-Québec Distribution  
C : [richard.daniel@hydro.qc.ca](mailto:richard.daniel@hydro.qc.ca)

Diane Jean, présidente, Régie de l'énergie  
C : [diane.jean@regie-energie.qc.ca](mailto:diane.jean@regie-energie.qc.ca)

Députés, Assemblée nationale

Union des consommateurs  
[egibeau@uniondesconsommateurs.ca](mailto:egibeau@uniondesconsommateurs.ca)

Groupe Refusons les compteurs  
C : [refusonscompteurs@gmail.com](mailto:refusonscompteurs@gmail.com)

Jean Hudon, Coalition québécoise de lutte contre la pollution électromagnétique  
C : [info@cqlpe.ca](mailto:info@cqlpe.ca)